

La diplomatie napoléonienne et la Russie : du partage du monde aux barbares du Nord (1807-1812)

THIERRY LENTZ

Plutôt que de nous attarder longuement sur la chronologie détaillée de la dégradation des relations franco-russes entre l'alliance de Tilsit et le franchissement du Niémen, nous tenterons ici de la considérer du point de vue stratégique et géopolitique. On se rendra compte alors que, du côté français comme du côté russe, si elle n'était pas inéluctable, la rupture était prévisible.

On peut en effet chercher les origines de la guerre de 1812 dans le traité de Tilsit lui-même, alors qu'il est réputé avoir entériné un « partage du monde » entre la France et la Russie. Il ne fut au fond qu'un accord imposé par un vainqueur à un vaincu, en dépit des embrassades (factices) et des assauts d'amabilité (hypocrites) entre les deux empereurs. Cette paix, écrite par les Français ayant gagné la guerre et acceptée par des Russes qui n'avaient pas d'autre choix que de s'y plier, avait pour objectifs d'embaucher les seconds dans la guerre contre l'Angleterre tout en les confinant à l'est du continent. L'empereur Alexandre acceptait en quelque sorte de subir une double peine puisqu'il devait, d'une part, mettre son économie en péril et, d'autre part, renoncer à la plupart de ses ambitions géostratégiques en Europe.

En imposant une telle paix, Napoléon profitait de sa bonne fortune militaire pour verrouiller son « système européen ». Comme nombre de ses contemporains, même s'il avait apprécié le comportement militaire d'Alexandre pendant la guerre, même s'il avait un moment été séduit par sa personnalité, il se montrait un rien méprisant à l'égard de la Russie, dans la droite ligne de la tradition diplomatique française du XVIII^e siècle. Cette puissance lointaine, dont seule la « Moscovie » pouvait être considérée comme faisant partie de l'Europe¹, dont les populations et le système politique étaient marqués par « une infinie brutalité », pour reprendre le mot de Mervaud et Roberti², ne méritait guère de participer au grand jeu du continent. Il fallait, disait l'empereur des Français à Caulaincourt, « [l']affaiblir, l'écartier des affaires de l'Europe³ ». Louis XIV ou Louis XV n'auraient pas dit les choses différemment.

Même avec Tilsit, pour les diplomates français et leur chef, la Russie restait un partenaire peu fiable. On devait donc toujours s'en méfier, ce que Hauterive, numéro deux du ministère des Relations extérieures, résuma dans un rapport d'octobre 1808 :

La Russie peut bien s'engager avec les autres États par les liens d'un intérêt commun ; mais ces intérêts ne sont jamais pour elle qu'accidentels, secondaires et temporaires, et, indépendante des liens fragiles et fortuits qu'elle aura formés, on la verra toujours s'affranchir et changer de rapports au gré du temps et des circonstances [...]. La Russie n'a pas besoin de ses amis ou de ses alliés pour se défendre, et le motif de ses agressions ne peut être tiré que de ses propres intérêts [...]. Pour un tel État, les revers ne sont qu'une occasion manquée et un désavantage négatif. Elle ne perd rien ; ses vues ne sont que différées⁴.

1. C'est en tout cas ce que le jeune Bonaparte avait noté dans un de ses cahiers de jeunesse : « Notes tirées de la *géographie* de Lacroix », in Jean Tulard, *Napoléon Bonaparte. Œuvres littéraires et écrits militaires*, Paris, Bibliothèque des Introuvables, 2001, t. II, p. 42.

2. Michel Mervaud & Jean-Claude Roberti, « Une infinie brutalité : l'image de la Russie en France des XVI^e au XVIII^e siècles », *Culture et sociétés de l'Est*, Institut des études slaves, 15, 1991.

3. *Mémoires du général de Caulaincourt*, Paris, Plon, 1933, t. II, p. 212.

4. Rapport d'Hauterive à Napoléon, *Sur un projet d'union entre les deux puissances continentales d'amener l'Angleterre à des vues de pacification* (octobre 1808),

On remarquera, sans pouvoir ici développer longuement cet argument, que la politique russe de Napoléon rejoignait, à bien des égards, celle de Berlin et, surtout, de Vienne. Ni les Prussiens, ni les Autrichiens ne tenaient à ce qu'une pointe russe fût poussée plus avant, et sûrement pas en Allemagne, dans les Balkans ou vers la Méditerranée... soit dans les principales directions où lorgnait la diplomatie de Saint-Petersbourg depuis Pierre le Grand et, encore plus, sous le règne de Catherine II.

Les différents stratégiques et géopolitiques entre la France et la Russie nés de Tilsit étaient bien liés à deux questions essentielles :

- l'interdiction faite aux Russes de s'étendre vers le sud ;
- la fin de leur expansion vers l'ouest avec la création du duché de Varsovie.

Le tout sur fond de guerre économique avec le respect imposé du blocus continental.

1. La question d'Orient

Le traité de Tilsit avait remis sur le tapis la question d'Orient. Alors que Talleyrand avait toujours concédé qu'il se servait de l'avenir des territoires européens de l'Empire ottoman comme d'une sorte de monnaie d'échange – ce qui était, soit dit en passant, une autre manière de dire que le reste des affaires continentales ne regardait pas le tsar⁵ –, Napoléon et le reste de son entourage avaient au contraire décidé de soutenir le Grand Seigneur contre son prédateur russe. Champagny le confirma dans ses instructions à Caulaincourt, nouvel ambassadeur à Saint-Petersbourg :

L'Empereur n'aime pas les Turcs, il a en aversion leurs mœurs, leur gouvernement, leurs préjugés ; il les trouve des barbares. Mais que font à la politique ses sentiments et ses goûts ? L'intérêt public doit passer avant ses affections, et il serait de son devoir de soutenir les Turcs, si les Turcs étaient la seule barrière à opposer à l'agrandissement immense d'un empire déjà sans bornes⁶.

cité par É. Driault, *La Politique orientale de Napoléon. Sébastiani et Gardanne (1806-1808)*, Paris, Félix Alcan, 1904, p. 385-386.

5. « À l'égard de la Russie, rien n'est susceptible de discussion que la Turquie » écrivait Talleyrand dans une lettre à Napoléon, 2 août 1805, *Lettres de Napoléon à Talleyrand*, Paris, Jean de Bonnot, éd. 1989, p. 121.

6. A. Tratchevski, *Relations diplomatiques de la Russie avec la France à l'époque de Napoléon I^{er}*, SPb., 1893, t. IV, p. 527.

Dans la question d'Orient, Napoléon ne pouvait se prononcer définitivement en faveur de la Russie, ce qui aurait eu pour conséquence de le séparer de la Turquie et, surtout, de l'Autriche, très inquiète des appétits du tsar, ce qui n'était souhaitable ni avant 1809 (pour ne pas précipiter la guerre), ni après 1810 (en raison des nouveaux liens unissant les Bonaparte et les Habsbourg). Bien qu'abordé à Tilsit, le partage de l'Empire ottoman n'y fut pas réglé, en dépit des interprétations optimistes des diplomates russes. Dans les mois qui suivirent, la Russie rongea l'os finlandais qui lui avait été lancé et, bon gré mal gré, déclara la guerre à l'Angleterre. Entre autres bénéfices attendus, le tsar espérait des contreparties sur la question d'Orient... ce que Napoléon ne voulait évidemment pas lui concéder. La carte ottomane fut dès lors alternativement lancée sur le tapis puis reprise.

Conformément aux articles secrets du traité, Alexandre avait dû signer sous médiation française un armistice avec la Turquie (24 août 1807) et avait commencé son retrait de Moldavie et de Valachie. Contrairement à ce qu'il avait promis, Napoléon n'obtint pas (mais joua-t-il le jeu à fond ?) la cession volontaire de ces provinces par la Porte. Un complexe jeu quadrangulaire se développa :

— La Turquie, déçue par l'empereur des Français (passé du rôle d'allié à celui de médiateur) regretta sa rupture avec l'Angleterre et raidit son attitude, au fil de ses violentes révolutions de palais⁷ ;

— La Russie continua à revendiquer la plus belle part des possessions européennes de l'Empire ottoman et un accès à la Méditerranée ;

— La France en accepta le principe, mais sans rompre avec la Turquie et l'Autriche..., tout en conditionnant son soutien au tsar à l'organisation d'une expédition contre les Indes britanniques.

Lorsque Caulaincourt et Roumiantsev s'accordèrent sur ce dernier point, Napoléon n'accepta pas d'aller plus loin. Il demanda la restitution des îles Ioniennes et une promesse russe de ne pas s'installer dans les Détroits en échange du droit d'annexer la Moldavie et la Valachie. La frontière de l'Empire russe serait ainsi portée sur le Danube.

C'était avant la guerre de 1809. Tout changea après celle-ci. Un traité d'amitié anglo-turc et la déclaration de guerre de la Russie à

7. Après Selim III (déposé en 1807), Mustapha IV (déposé en 1808) et Mahmoud II, l'homme fort de Constantinople fut le grand-vizir Mustapha le Bairactar, avant que les janissaires ne s'emparent du pouvoir, en novembre 1808, conservant nominalement le sultan Mahmoud II.

l'Empire ottoman renvoyèrent le règlement de ces questions à plus tard. Napoléon pouvait penser avoir atteint son objectif : dans une paradoxale alliance objective avec l'Angleterre, fermer la Méditerranée aux Russes et les jeter dans une guerre contre la Turquie. Il ne soutint que très mollement son allié russe, se contentant d'ordonner la saisie de quelques bâtiments turcs dans les ports illyriens ou italiens⁸.

Qui plus est, dans la perspective d'une rupture avec la Russie, l'empereur des Français pouvait penser qu'une bonne partie des forces russes serait neutralisée par ce conflit. On sait que, finalement, il perdit son pari.

En attendant, sa politique « orientale » l'avait un peu plus éloigné d'Alexandre.

2. Les affaires polonaises

À Tilsit, le vaincu avait accepté la création du duché de Varsovie, qui formait une barrière à l'accession de la Russie au centre et à l'ouest européens. Partant, lors de la campagne de 1809, l'attitude des armées russes avait davantage consisté à empêcher les troupes de Poniatowski de s'emparer des territoires polonais sous occupation autrichienne qu'à soutenir la France contre l'Autriche. La question polonaise constituait bien une autre pomme de discorde, aggravée par l'annexion d'une partie de la Galicie au duché, après la paix de Schönbrunn. Pour ne pas jeter d'huile sur le feu, Napoléon déclara devant le Corps législatif français, fin 1809 :

Le duché de Varsovie s'est agrandi d'une portion de la Galicie. Il eût été facile à l'Empereur de réunir à cet État la Galicie tout entière, mais il n'a rien voulu faire qui pût donner de l'inquiétude à son allié l'Empereur de Russie [...]. Sa Majesté n'a jamais eu en vue le rétablissement du royaume de Pologne⁹.

Cette profession de foi ne trompa guère le gouvernement de Saint-Pétersbourg qui n'eut dès lors de cesse que d'obtenir des garanties, sous forme d'un engagement formel. Pour tester la volonté de Napoléon, le tsar lui demandait de s'engager *positivement* à ne pas rétablir la Pologne. Caulaincourt laissa inscrire cette invraisemblable stipulation dans un projet de traité que Napoléon refusa

8. Lettre à Clarke, 2 octobre 1810, *Catalogue de la vente de la bibliothèque de la collection R.*, 18 novembre 2002, Gros-Deletré, commissaires-priseurs, Paris, Drouot.

9. S. Tatichtchev, *Alexandre I^{er} et Napoléon, d'après leur correspondance inédite (1801-1812)*, Paris, Perrin, 1891, p. 513.

de signer¹⁰. Dans une note de Champagne, on précisa aux Russes qu'il fallait croire l'empereur sur parole. Kourakine revint à la charge, donnant ainsi à Napoléon l'occasion de prendre la pause de l'offensé. Il dicta pour Caulaincourt une note brutale, façon de faire comprendre au duc de Vicence qu'il devait, cette fois, ne pas reculer devant un affrontement avec ses hôtes pétersbourgeois :

Je ne peux pas me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli, me rendre ridicule en parlant le langage de la Divinité, flétrir ma mémoire en mettant le sceau à cet acte d'une politique machiavélique, car c'est plus avouer le partage de la Pologne que de déclarer qu'elle ne sera jamais rétablie. Non, je ne puis prendre l'engagement de m'armer contre des gens qui ne m'ont rien fait, qui m'ont bien servi, qui m'ont témoigné une bonne volonté constante et un grand dévouement [...]¹¹.

Comme la question d'Orient, l'affaire polonaise contribuait à envenimer les rapports entre la France et son alliée.

Et que dire du blocus continental ?

3. Le blocus continental

L'adhésion au blocus continental avait pour la Russie deux conséquences liées :

- 1) Elle devait ouvrir son marché aux produits français qui devaient remplacer les productions britanniques ou coloniales ;
- 2) Elle devait se priver des recettes de douanes, renoncer à ses exportations agricoles vers les îles Britanniques et, partant, accepter une baisse de l'activité de ses ports.

Partant, le blocus ne pouvait que perturber une économie très dépendante du commerce avec l'Angleterre. Depuis le début de la Révolution, les diplomates et les marchands anglais avaient profité de l'absence d'ambassadeurs et de commerçants français en Russie pour « tout envahir¹² ». Le premier envoyé de Napoléon auprès du tsar, Savary, l'avait répété à longueur de dépêches : « Notre commerce est ici dans l'avitilissement, ou, pour mieux dire, n'existe pas.

10. Voir notre *Nouvelle histoire du Premier Empire. I. Napoléon et la conquête de l'Europe*, Paris, Fayard, 2002, p. 460-461 et 509.

11. Lettre de Champagne (dictée par Napoléon) à Caulaincourt, 1^{er} juillet 1810, *Correspondance de Napoléon publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III* (ci-après simplement : *Correspondance*), n° 16181.

12. Rapport de Savary à Champagne, 21 octobre 1807, *Correspondance politique du général Savary pendant son séjour à Saint-Petersbourg en 1807*, SPb., 1892, p. 145.

J'ai parcouru les magasins et je n'y ai pas vu pour 20 mille francs d'objets provenant de nos manufactures. Celui de l'Angleterre est dans l'état le plus florissant¹³ ».

Dans ces conditions, lorsqu'en novembre 1807, la Russie entra dans le conflit contre l'Angleterre, aucune référence ou allusion au blocus ne figurait dans sa déclaration de guerre. En ne s'engageant pas sur ce point, le tsar se ménageait une porte de sortie, tant en politique extérieure (avec l'Angleterre) qu'intérieure (avec la bourgeoisie russe). Caulaincourt tenta de stimuler les échanges franco-russes mais la pente à remonter était trop forte. Napoléon lui-même en convenait, qui écrivait à son ambassadeur :

Jamais occasion plus belle ne se présentera de faire [renaître le commerce français vers la Russie]. De grandes difficultés s'y opposent : l'éloignement, la cherté des transports, l'incertitude du crédit, l'ignorance où l'on est en France des objets qui conviennent à la Russie, enfin la timidité avec laquelle on se livrera à ces spéculations lointaines, en grande partie nouvelles, et dans lesquelles on croira peut-être avoir beaucoup de chemin à parcourir. Cependant, il faut profiter de ce débouché que perd l'Angleterre¹⁴.

Malgré le volontarisme impérial, la conquête commerciale de l'empire des tsars s'avérait impossible sans un temps d'adaptation et, partant, une importante perte de recettes pour la Russie. De telles conditions ne pouvaient être raisonnablement imposées à court terme à l'allié de Tilsit. Napoléon l'imposa pourtant. Le dérèglement économique dû au blocus ne pouvait que renforcer et justifier la résistance politique du tsar, aiguillonné en l'espèce par ses propres hommes d'affaires.

On sait qu'à partir de 1809, le blocus continental fut de moins en moins respecté par la Russie. Cette année là, les convois anglais ou faussement neutres représentèrent environ 2 800 navires entrant ou sortant de la Baltique. Ce chiffre passa à près de 5 000 l'année suivante, ce qui fit de cet endroit de l'Europe la « principale brèche » dans l'embargo général¹⁵. Napoléon ne pouvait le tolérer et il pensa pouvoir forcer le tsar à agir. Ce fut un demi-échec : la

13. Notes du général Savary sur la Cour de Russie et Saint-Petersbourg, octobre 1807, *Correspondance politique...*, *op. cit.*, p. 267.

14. Cité par J. Tulard, *Le Grand Empire*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 254.

15. S. Mazagalli, *Les boulevards de la fraude. Le négoce maritime et le Blocus continental. 1806-1813*, Bordeaux, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 169.

plus grande partie des cargaisons de contrebande arrivèrent à bon port, les saisies ne représentant qu'une petite partie du trafic. Napoléon en conclut que l'alliance anti-anglaise de Tilsit était morte. C'est à cette époque qu'il entreprit de verrouiller la Baltique par de nouvelles annexions qui allaient encore un peu plus le brouiller avec Alexandre. Le sénatus-consulte du 13 décembre 1810 et les textes qui allaient suivre devaient y contribuer au premier chef, avec au passage l'annexion du duché d'Oldenbourg.

Après la déception orientale et la « menace » polonaise, le gouvernement russe se sentit lui aussi rasséréiné dans son intention, déjà bien avancée, de rompre à moyen terme les accords de juillet 1807. L'oukase du 31 décembre 1810 fut sa première mesure offensive, sur le plan économique. Désormais, les importations de produits de luxe par terre (soit ceux provenant de l'Empire français et de ses alliés) seraient frappés de droits de douanes élevés, tandis que ceux arrivant par mer (les produits anglais restaient interdits d'importation, mais tous les vaisseaux neutres pouvaient bénéficier de la mesure) se voyaient appliquer des droits simplement majorés. Les marchandises de contrebande saisies devaient être détruites si elles étaient frauduleusement entrées par terre et seulement confisquées si elles étaient entrées par mer.

Aux différends de fond nés du traité de Tilsit, il ne manquait plus que des prétextes pour conduire à l'affrontement armé. Ils contribuèrent à aigrir encore davantage les rapports personnels d'Alexandre et Napoléon, qu'il s'agisse du mariage manqué avec la grande-duchesse Anne ou de l'annexion à l'Empire du duché d'Oldenbourg. On y ajoutera les petits agacements (nomination d'un ambassadeur déplaisant, difficultés protocolaires, tentatives — réussies — d'endormir la vigilance de l'ambassadeur Caulaincourt, etc.) qui contribuèrent eux aussi à dégrader l'ambiance — par accumulation — entre les deux cours.

À Saint-Petersbourg, le parti anti-français ne désarmait pas, toujours regroupé autour de l'impératrice-mère et, à partir du début de 1811, de la grande-duchesse Catherine qui s'était réfugiée chez son frère après l'annexion de l'Oldenbourg. L'aristocratie russe militait ouvertement contre le blocus et il se murmurait dans certains cercles qu'un coup d'État pourrait bientôt contraindre le tsar à tirer l'épée. Le souvenir de l'assassinat de Paul I^{er} était suffisamment vif pour faire réfléchir son successeur. Pour donner le change aux réformes de structures entreprises par son ministre Mikhaïl Speranski (qui mécontentaient la noblesse puisqu'il était question

de réformer le servage), Alexandre laissait entendre au parti de la guerre que ses armées préparaient activement la revanche. Au début de 1811, la décision du tsar fut prise d'attaquer Napoléon.

Tandis que les premières troupes russes faisaient mouvement vers la frontière, qu'une levée de quatre hommes pour cinq cents âmes se préparait et que l'on fortifiait les rives de la Dwina, Adam Czartoryski fut reçu par Alexandre le 8 janvier 1811 et se vit confier la mission de sonder ses compatriotes sur leur éventuel ralliement. Dans le même temps, des émissaires russes prirent en outre le chemin de Stockholm, Berlin et Vienne.

La puissance de Napoléon et les forces profondes de la géopolitique européenne tuèrent dans l'œuf le projet de grande alliance européenne fomenté par Alexandre. À l'inverse, la révélation des menées russes eut sur l'empereur l'effet d'un électrochoc. Il n'était certes pas dupe du jeu du tsar, mais il ne pensait pas que la guerre fût si proche. À l'annonce des concentrations de troupes à la frontière du duché de Varsovie, sa réaction fut fulgurante : mise en alerte des armées « varsoviennes » et françaises les plus proches, préparation d'un plan de repli sur l'Oder, mais aussi renouvellement de l'équipe diplomatique gérant une crise qui ne cessait (et n'allait cesser) de s'amplifier.

Le 17 avril 1811, Maret remplaça Champagny aux Relations extérieures. Ce choix montrait que, désormais, Napoléon suivrait encore plus personnellement les affaires du Département. Dans la foulée, Caulaincourt dut quitter Saint-Petersbourg et Lauriston le remplaça. Les premières mesures militaires furent le renforcement de l'armée d'Allemagne et des défenses du duché de Varsovie. Sans doute fort marri d'avoir été pris de court par la grande manœuvre du tsar auprès des cours européennes, Napoléon avait décidé de reprendre l'initiative et, puisque la guerre apparaissait inévitable, il allait la livrer à sa main, pourvu qu'un délai d'un an lui soit accordé pour se préparer. L'idée de consolider définitivement son système par une grande et ultime guerre de l'ensemble de l'Europe contre la dernière puissance continentale qui lui résistât s'était imposée à lui.

Puisqu'il fallait faire la guerre à la Russie, Napoléon la voulut européenne. Il bâtit en quelques mois une coalition regroupant la plupart des États continentaux. Ceux de la Confédération du Rhin et les Napoléonides n'eurent pas le choix. Avec l'Autriche et la Prusse, il fallut déployer une diplomatie dynamique, soit autant de promesses que de pressions. Mais finalement, la coalition franco-européenne contre les « barbares du Nord » fut formée. Napoléon réussit à former une armée des « Vingt-Nations » dans une union

fragile mais réelle contre le géant de l'Est, pour mener ce qu'il appelait « la guerre suprême », celle qui devait parachever le système européen et forcer l'Angleterre à l'accepter.

Dans la montée des tensions entre la Russie et la France, même si l'engrenage fut formellement mis en mouvement par Alexandre, il n'y eut pas simplement un « méchant » tsar qui provoqua la guerre et un « gentil » empereur qui releva le gant parce que son honneur le lui ordonnait. On doit ici rappeler la règle de bon sens mise en forme par Raymond Aron : « Pour qu'un dialogue, diplomatique ou belliqueux, demeure raisonnable, il faut que les deux interlocuteurs y consentent¹⁶ ». Dans la marche vers la guerre, ni l'empereur ni le tsar n'élevèrent la raison au rang d'une ligne de conduite.

Mais leurs systèmes, leurs ambitions géopolitiques et l'histoire respective de leurs empires étaient trop incompatibles pour cohabiter. Tilsit n'avait été qu'une trêve.

Fondation Napoléon, Paris

16. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, éd. 1984, p. 57.